



## Communiqué de presse de Living Rivers Europe : [#ProtectWater](#)

Bruxelles, Paris, le 9 octobre 2018



**Cela pourrait-il ressembler à la bière du futur ? 100 associations lancent une campagne européenne pour sauver la législation européenne en faveur de l'eau.**

Beaucoup d'ingrédients entrent dans la composition de la bière, mais tout commence avec une eau de bonne qualité. Imaginez un monde où votre bière préférée aurait l'aspect, le goût et l'odeur de l'eau sale. Ou encore, si au lieu de votre pinte habituelle on vous servait un bol de houblon sec et croustillant. C'est le scénario qu'une centaine d'ONGs veulent éviter en lançant une nouvelle campagne appelant la Commission Européenne à défendre la législation actuelle sur l'eau qui est en cours d'évaluation... Celle-ci protège en effet toutes les ressources en eau d'Europe, telles que les rivières, les ruisseaux, les lacs, les zones humides et les eaux souterraines.

Cette campagne en ligne, intitulée [#ProtectWater](#), est pilotée par le WWF, le Bureau européen de l'environnement, l'Alliance européenne des pêcheurs, European Rivers Network et Wetlands International, qui, ensemble, forment la coalition Living Rivers Europe.

La campagne utilise des scénarios et des images provocantes sur l'avenir de la bière pour encourager les citoyens d'Europe et au-delà, à participer à la consultation publique lancée par la Commission Européenne sur la Directive-Cadre européenne sur l'Eau (DCE), qui se déroule jusqu'au 4 mars 2019. Cette consultation sera la seule opportunité pour le grand public d'avoir son mot à dire sur la révision de la DCE. La campagne [#ProtectWater](#) offre aux citoyens la possibilité d'exprimer leur soutien de manière simple, afin que ce cadre légal qu'est la DCE reste fort et efficace.

Bien que les scénarios évoqués dans la campagne puissent sembler caricaturaux, il faut savoir que les brasseurs européens sont bel et bien préoccupés par la qualité future de l'eau. Ils ont ainsi publié une [déclaration commune](#), signée par plusieurs d'entre eux et reconnaissent que leur capacité à produire de la bière de bonne qualité repose sur la protection et la gestion durable des ressources en eau européennes, et soutiennent donc la DCE dans sa forme actuelle.

Les écosystèmes d'eau douce sont les plus menacés de la planète [1] et la situation n'est pas différente en Europe. Aujourd'hui, 60% des eaux de l'Union européenne ne sont pas en bon état, car les États membres ont autorisé leur exploitation de manière préjudiciable, notamment par le biais de la construction de barrages, ou d'autres infrastructures destructrices et par la pratique d'une agriculture non durable. Dans le cadre de la DCE, les États membres ont convenu de mettre un terme à tout cela et de viser un « bon état » de leurs eaux d'ici 2027 au plus tard (l'échéance initiale de 2015 avait été ratée de loin). 2027 est également l'année que la campagne [#ProtectWater](#) a choisi, non sans humour, comme "date de péremption" fictive des bonnes bières.

**Roberto Epple, président de European Rivers Network**, rappelle que : " *La directive-cadre sur l'eau est notre outil le plus puissant pour garantir la protection et la restauration des cours d'eau, des lacs et des zones humides d'Europe pour les générations futures. Il ne doit absolument pas être affaibli mais au contraire, fermement soutenu par tous les États membres et mis en application par l'UE. Grâce à cette campagne, les citoyens peuvent eux-aussi se mobiliser activement pour la protection de nos eaux*"

Partout où il y a une volonté politique, la DCE fournit un cadre efficace pour faire face aux principales pressions qui pèsent sur nos eaux [2], mais les États-Membres doivent intensifier considérablement leurs efforts et augmenter leur participation financière, si l'on veut voir respectée l'échéance 2027. Les résultats en matière d'amélioration de l'état de santé de l'Eau sont trop peu nombreux et pourtant, les États-Membres discutent actuellement des moyens de revoir la loi à la baisse afin de disposer d'une plus grande marge de manœuvre.

**Sergiy Moroz, responsable de la politique de l'eau et de la biodiversité au Bureau européen de l'environnement (BEE)**, considère que " *L'UE dispose de lois de protection de l'eau de premier plan qui permettent de protéger les écosystèmes d'eau douce des pressions telles que l'hydroélectricité, la pollution et la surexploitation par l'agriculture et de l'industrie. Mais, ce qui est choquant, c'est que la volonté politique des gouvernements européens d'utiliser ces lois fait défaut. Il est inacceptable qu'au lieu de tout faire pour améliorer la santé de nos rivières et de nos lacs, les gouvernements de l'UE recherchent des moyens d'affaiblir un dispositif de protection vital pour nos eaux.* "

Retrouvez plus d'informations sur la campagne [#ProtectWater](#) sur : [www.ern.org](http://www.ern.org)

#### **Pour plus d'informations, veuillez contacter:**

Roberto Epple, Président de European Rivers Network, 06 08 62 12 67  
Sophie Bauer, Communications Officer (Freshwater), WWF European Policy Office  
[sbauer@wwf.eu](mailto:sbauer@wwf.eu) 00 32 471 05 25 11

#### **Notes :**

[1] [Living Planet Report](#), WWF, 2016

[2] [Bringing life back to Europe's waters: The EU water law in action](#), 2018

#### **> A propos de la campagne [#ProtectWater](#)**

- L'objectif de [#ProtectWater](#) : défendre la Directive Cadre sur l'Eau de l'UE (DCE) et au travers de cet outil protéger les rivières, les lacs, les nappes phréatiques et les zones humides de l'Europe, ainsi que la faune et la flore qu'ils abritent, pour les générations à venir.
- La campagne est menée par Living Rivers Europe (réseau européen du WWF, European Anglers Alliance, Bureau européen de l'environnement, European Rivers Network et Wetlands International), qui représentent ensemble un mouvement de plus de 40 millions de personnes en Europe.
- 100 ONG soutiennent actuellement la campagne, notamment Loire Vivante, FNE, BirdLife, les Amis de la Terre
- Cette campagne permet à n'importe qui de prendre facilement part à la consultation publique de la Commission européenne sur l'évaluation de la politique de l'UE dans le domaine de l'eau, qui inclut la DCE. Living Rivers Europe estime que seul un appel fort des citoyens à maintenir la DCE garantira la protection de ce droit, ainsi que des rivières, des lacs et des zones humides qui en dépendent. En remplissant le formulaire e-action (disponible sur [www.ern.org](http://www.ern.org) ainsi que sur les sites Web de toutes les organisations participantes), les individus peuvent rapidement et facilement envoyer la réponse suggérée à la consultation publique à la Commission européenne en leur nom.
- La Commission européenne a lancé sa consultation en ligne sur la directive-cadre de l'UE sur l'eau le 17 septembre 2018 - mais uniquement en anglais. En raison du retard dans la mise à disposition des questions dans toutes les langues officielles (et donc à tous les citoyens de l'UE), nous avons décidé de lancer notre campagne d'engagement du public en ne répondant qu'à une question et en traduisant cette réponse dans toutes les langues. Avec cette réponse, nous abordons néanmoins tous les aspects principaux de la révision de la DCE, en indiquant pourquoi nous estimons que la loi est adaptée à son objectif et doit être maintenue.

Pour plus d'informations, [www.ern.org](http://www.ern.org)

## >À propos de la directive-cadre sur l'eau (DCE) et de Living Rivers

- La DCE est l'une des législations environnementales les plus progressistes de l'UE. Elle implique la protection, la mise en valeur et la restauration de nos rivières, zones humides, lacs et eaux côtières, mais les États membres ne parviennent pas à en assurer le bon déroulement sur le terrain.
- Dans le cadre de la DCE, les gouvernements de l'UE se sont engagés à éviter toute détérioration et à obtenir un bon état de l'eau pour la grande majorité des masses d'eau d'ici 2015 et au plus tard d'ici 2027.
- Dans sa mise en œuvre, la DCE s'avère efficace pour atteindre ses objectifs de bon état de l'eau et de non-détérioration, en équilibre avec les exigences environnementales, sociales et économiques.
- La DCE fait actuellement l'objet d'un examen standard sous la forme d'un «bilan de qualité». Chaque partie de la législation de l'UE passe par ce processus. Le bilan de qualité examinera la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la cohérence et la valeur ajoutée européenne de la DCE (et de ses directives filles) et de la directive sur les inondations. Cela inclut la consultation continue des parties prenantes et la consultation publique.
- En tant que coalition Living Rivers Europe, nous travaillons à la sauvegarde de la DCE de l'UE et au renforcement de sa mise en œuvre et de son application. [Cliquer ici pour lire l'intégralité de la vision de Living Rivers Europe \(anglais\).](#)